

*Les subsides*

un nouvel accord commercial avec les États-Unis—pour changer ces règles afin de pouvoir éviter ce genre de conflits frontaliers».

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Qui a dit ça?

**M. Broadbent:** La ministre du Commerce extérieur. Que dit-elle maintenant qu'ils ont négocié un accord qui ne change en rien les lois commerciales et qui laisse encore au gouvernement américain tout pouvoir d'imposer d'injustes lois commerciales restrictives? Elle semble avoir changé de refrain, car elle ne dit plus que ces lois étaient iniques ou mauvaises ou qu'il fallait les supprimer. Elle dit: «Notre problème ne tient pas aux lois». Soudain, nous n'avons plus à nous plaindre des lois. Elle va même jusqu'à dire—et j'espère qu'elle le répète partout en Colombie-Britannique de même qu'ailleurs au Canada—que «les Américains ont de bonnes lois en ce domaine». Elle dit également que notre problème tient au fait que nous les croyons appliquées inéquitement. Les lois ne sont pas mauvaises; elles sont tout simplement mal appliquées.

Notre problème, c'est que nous avons un gouvernement du Canada qui ne comprend pas les intérêts véritables du Canada. Voilà notre problème.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Ça suffit!

**M. Broadbent:** Les conservateurs en face disent «Ça suffit!». Je comprends pourquoi. S'il y a quelque chose qu'un ministre conservateur ne peut supporter, c'est la vérité. Comme c'est un ministre qui interviendra, je suis persuadé qu'il n'aura pas à subir cette interjection dans les 20 prochaines minutes.

Avant de conclure, je voudrais rappeler que cet accord comporte bien d'autres aspects. Que l'on parle de la trahison dans le secteur de l'automobile où l'on a prétendu que l'Entente sur l'automobile ne serait pas touchée, que l'on songe aux profondes répercussions sur les trois grands ou le secteur des pièces d'automobiles, que l'on considère les exploitants agricoles de l'ouest du Canada qui croyaient qu'ils seraient à l'abri de ces subventions injustes, encore une fois lorsqu'on lit ce document, sa formulation semble bonne en apparence. Cependant, nous apprenons que le gouvernement est prêt à accepter que les États-Unis continuent à subventionner le secteur agricole si ces subventions étaient déjà en place avant l'application de l'accord.

Nous pensons ainsi que les agriculteurs de l'Ouest que cet accord avait justement pour but de nous débarrasser de ces subventions. Encore une fois, le gouvernement a déçu les Canadiens de l'Ouest, je le répète au ministre.

Mon temps de parole, je pense, est presque terminé, mais je pourrais peut-être demander la permission de poursuivre pendant quelques minutes supplémentaires. Je voudrais en demander la permission à la Chambre.

• (1220)

**M. le Président:** L'honorable chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a demandé la permission de poursuivre ses observations pendant quelques minutes. La Chambre y consent-elle?

**Des voix:** D'accord.

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, j'en sais gré aux députés des deux côtés de la Chambre. Pour conclure, je voudrais tout d'abord dire quelques mots sur les arguments que nous cherchons à faire valoir dans ce débat et ensuite proposer un bref amendement à la motion que nous appuierons énergiquement.

Il est utile de se rappeler que lorsque nous, dans l'opposition, disons que l'avenir du Canada est en jeu, nous en sommes convaincus et espérons que le gouvernement profitera de l'occasion pour accepter nos arguments. S'ils sont faux, nous espérons que les ministériels nous diront pourquoi même si, selon nous, le gouvernement fait une grave erreur.

Je tiens à dire à ce sujet que notre parti cherche à protéger à l'avenir un certain Canada, un Canada très important à nos yeux. Notre parti ne croit pas que le rêve canadien soit ou n'ait jamais été qu'une simple variante du rêve américain. Nous croyons, surtout au Canada en 1987, que notre pays est très différent des États-Unis, sur le plan qualitatif et autres, et que tous les Canadiens devraient faire leur possible pour le préserver comme tel.

C'est pourquoi je veux parler de deux ou trois éléments clés de cette différence et la ministre pourra peut-être me donner son avis à ce sujet. Elle a l'air d'avoir quelques réserves. Si elle n'est pas d'accord, j'espère qu'elle m'expliquera pourquoi. Nous avons une journée entière pour en discuter.

Tout d'abord, en tant que Canadien, j'estime que dans notre pays, nous avons une conception bien différente de la liberté et de l'égalité. Nous y avons ajouté avec les années un esprit communautaire qui est très important. C'est pourquoi il existe dans notre pays, contrairement aux États-Unis, une combinaison exceptionnelle entre une excellente Charte des droits constitutionnalisés et une démocratie parlementaire. C'est ce qui donne et continuera à donner son originalité au Canada.

Deuxièmement, notre parti estime que la plupart des Canadiens reconnaissent désormais que notre pays, contrairement aux États-Unis, porte un très vif intérêt au secteur privé de l'économie, mais il est également et ce, depuis des décennies, fermement engagé à l'égard du secteur public. Cela ne s'inscrit pas dans le rêve américain. C'est pourquoi nous avons créé et maintenu en place des institutions comme Radio-Canada, Petro-Canada et Air Canada. Quoi que les conservateurs ou leurs équivalents provinciaux aient l'intention de faire ailleurs, notre parti est décidé à maintenir l'équilibre entre le secteur public et le secteur privé.

Troisièmement, le génie du peuple canadien repose notamment sur une conviction qui est étrangère au génie américain, à savoir que certaines valeurs n'ont pas de prix. C'est pourquoi nous avons l'assurance-maladie et des régimes de pension qui accordent aux Canadiens des droits qui n'existent pas aux États-Unis. Les États-Unis ont établi certaines normes en-dessous desquelles ils espèrent que les Américains pauvres ne tomberont pas, mais ils les ont laissés tomber. Nous avons dit, et je le répète, que certaines valeurs n'ont pas de prix, et c'est pourquoi nous avons estimé que l'assurance-maladie devait aller de pair avec la citoyenneté canadienne.